La relance de l'économie japonaise passera-t-elle encore une fois par les exportations ?

Will the Revival of the Japanese Economy Once Again Depend on Exports?

Éric Boulanger

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6211>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.6211

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Éric Boulanger, « La relance de l'économie japonaise passera-t-elle encore une fois par les exportations ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 30 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6211> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6211>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

La relance de l'économie japonaise passera-t-elle encore une fois par les exportations ?

Éric Boulanger

*Chercheur, Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation
Université du Québec à Montréal*

*La prospérité future du Japon
passe par son intégration à l'Asie*

A *be no mikusu* [アベノミクス] est le terme habituellement utilisé pour décrire le programme de relance économique et de lutte contre la déflation du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir depuis décembre 2012. Son instigateur, le premier ministre Shinzo Abe, a décidé d'affronter le « déclin tranquille du Japon » avec un programme à trois « flèches » : 1) un assouplissement monétaire de très grande envergure pour mettre fin à la déflation ; 2) une politique fiscale « flexible » pour à la fois stimuler la croissance avec des plans de relance et reprendre le contrôle des dépenses publiques afin de permettre à l'État de gérer de nombreux défis comme le déclin démographique et le vieillissement de la population ; et, enfin, 3) une réforme à caractère néolibéral des structures régulatrices de l'activité économique pour redynamiser les investissements du secteur privé.

Créer une onde de choc ...

À la différence des nombreux plans de relance qui ont suivi le choc Lehman de 2008, les effets économiques combinés de ces trois flèches doivent cette fois-ci créer une onde de choc assez forte pour mettre fin à la déflation qui hante l'économie depuis plus de 15 ans et est considérée comme la principale cause de la faible croissance pendant les « deux décennies perdues ». Ce n'est pas rien mais le gouvernement a pour la première fois le soutien indéfectible de la Banque centrale et de son nouveau gouverneur, Haruhiko Kuroda, afin d'atteindre coûte que coûte la cible de 2 % d'inflation à l'intérieur d'une période « officielle » de deux ans (Boulanger, 2013).

Pour obtenir l'effet désiré, les trois flèches doivent être munies d'un empennage solide, non seulement pour maintenir leur trajectoire, mais également garder leur élan compte tenu des fortes turbulences qu'elles risquent de rencontrer. Cet empennage est

composé de deux éléments : un yen faible pour accroître les exportations et favoriser une relance de la production industrielle qui n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la catastrophe de mars 2011 ; et, à plus long terme, l'approfondissement de la politique commerciale libre-échangiste qui avait été délaissée par l'ancien gouvernement du Parti démocratique (PDJ).

Augmenter les exportations

Il est clair que la lutte contre la déflation passe par une hausse de la consommation et des salaires, mais quand cette hausse fait défaut, comme entre 2002 et 2008, les exportations viennent à la rescousse. Au cours de cette période, les deux tiers de la croissance du PIB ont été dus aux exportations, contre à peine 10 % dans les années 1980. La Grande récession a tari les deux principaux marchés d'exportation du Japon, les États-Unis et la Chine, montrant à quel point l'économie nipponne était vulnérable aux soubresauts de l'économie mondiale. Elle a aussi mis fin aux espoirs d'en finir avec la déflation.

En attendant la hausse de la consommation et des salaires, le gouvernement accorde beaucoup d'importance à l'expansion des exportations pour soutenir la production industrielle. L'assouplissement monétaire (la première flèche) a entraîné une chute de 30 % de la valeur du yen depuis un an, mais la hausse des exportations se fait attendre et, de plus, en novembre 2013, l'indice de production du ministère de l'Économie, du Commerce et l'Industrie (METI, 2014) était toujours en deçà de son niveau d'avant mars 2011. La valeur des exportations atteignait un sommet de près de 84 trillions de yens en 2007, pour chuter à 51,1 trillions en 2009. On prévoit que l'année 2013 sera à peine meilleure que la précédente alors que le Japon exportait pour 63,7 trillions de yens. Si les *Abe no mics* n'ont pas rapidement un effet tangible sur la consommation, le

Japon risque de se retrouver dans une situation où même les exportations ne suffiront pas à la tâche, d'autant que la hausse de trois points de la TVA en avril prochain risque d'amener le pays en récession - le gouvernement s'y prépare d'ailleurs avec un plan de relance additionnel de 50 milliards de dollars - comme en 1995 lorsque la taxe de vente est passée de 3 à 5 %.

Avec la perte quasi complète de sa filière nucléaire, le Japon doit importer de vastes quantités additionnelles d'hydrocarbures qui ont eu raison de son célèbre surplus commercial que rien ne semblait affaiblir, même le yen très fort des années 1990. Il est ironique de constater que la seule hausse des prix pouvant barrer la route à la déflation en 2014 sera celle de l'énergie.

Selon une étude de l'Institut de recherche Daiwa, une dépréciation de 10 yens de la monnaie japonaise par rapport au dollar américain a un effet considérable sur les exportations, équivalent à une hausse du PIB de 0,3 à 0,5 %. (Kumagai, 2013). Il est alors possible que le gouvernement intervienne à nouveau et provoque une baisse additionnelle de la valeur de monnaie avec l'aide de la Banque centrale vu que celle-ci attache une grande importance à la réalisation de l'objectif inflationniste de 2%. Le gouverneur Kuroda a d'ailleurs clairement affirmé qu'il ne craignait pas la formation d'une bulle financière ni l'hyperinflation. Par contre, si le yen reprend une trajectoire à la baisse, il y a le risque d'une dévaluation à la chaîne des devises asiatiques.

Une politique commerciale ultra libre-échangiste ?

Le gouvernement reconnaît depuis longtemps déjà que la prospérité à long terme du Japon repose sur une intégration plus étroite de son économie à l'économie mondiale en général et à la division asiatique du travail en particulier. Tokyo a ainsi signé depuis 1998 treize accords de libre-échange - principalement avec des pays asiatiques - mais l'arrivée au pouvoir du PDJ en 2009 et la catastrophe de mars 2011 ont dissipé l'intérêt du gouvernement pour les affaires commerciales, et ce malgré l'attention grandissante des puissances économiques de la région portée à la création d'une zone de libre-échange en Asie-Pacifique.

L'une des premières décisions du premier ministre Abe a donc été de relancer la politique commerciale libre-échangiste. Il a entre autres décidé de faire participer le Japon aux négociations du Partenariat transpacifique ainsi que du Partenariat économique régional élargi de l'ASEAN+6, de lancer des négociations avec la Chine et la Corée

sur un ALE trilatéral et, sur une base bilatérale, de négocier avec l'Union européenne, le Canada, la Colombie et l'Australie. Ces négociations visent à faire passer de 19 à 70 % la part du commerce nippon couvert par les ALE.

Enfin, les craintes néo-mercantilistes à l'égard des investissements étrangers ne sont plus à-propos, mais le Japon est toujours le pays développé avec les plus petits stocks d'investissements étrangers sur son territoire, et ce malgré la politique d'ouverture de Tokyo qui vise à doubler leur présence d'ici 2020, pour atteindre environ 350 milliards de dollars. Abe a donc la lourde tâche d'attirer des firmes étrangères qui ont tendance à survoler le Japon pour s'installer ailleurs en Asie. Il compte sur la dérégulation et l'établissement de « zones économiques spéciales » pour y parvenir. Si tel était le cas, les investissements étrangers pourraient adoucir les effets de la désindustrialisation, compenser la faiblesse des investissements locaux, élargir le parc technologique et créer des emplois bien rémunérés, tous des facteurs stratégiques de la lutte contre la déflation et le « déclin tranquille » du Japon.

Références : É. Boulanger (2013) « La réponse des autorités japonaises à la crise », *Diplomatie*, n° 64, pp. 82-87 ; METI (2014), « Indices of Industrial Production », 20 janvier. En ligne : http://www.meti.go.jp/statistics/tyo/iip/result/pdf/press/b2010_201311kj.pdf ; Mitsumaru Kumagai (2013), « Japan's Economy : Monthly Review », Tokyo, Daiwa Institute of Research, 21 octobre, p. 2. En ligne : http://www.dir.co.jp/english/research/report/jmonthly/20131021_007808.html